La nouvelle géopolitique du Sahel, une opportunité pour refonder le partenariat euro-maghrébin ?

Aomar Baghzouz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7783>

DOI : 10.4000/cdlm.7783

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 195-207

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Aomar Baghzouz, « La nouvelle géopolitique du Sahel, une opportunité pour refonder le partenariat euro-maghrébin ? », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7783>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

La nouvelle géopolitique du Sahel, une opportunité pour refonder le partenariat euro-maghrébin ?

Aomar Baghzouz

- 1 Les bouleversements géopolitiques au Sahel exacerbés par les révoltes des sociétés arabes rendent plus sensible que jamais la crise qui affecte les relations euro-méditerranéennes en général et euro-maghrébines en particulier. Dans un contexte de « gel » de l'Union pour la Méditerranée (UPM) depuis fin 2008 et des difficultés pour redynamiser un processus de coopération moribond et tributaire des conflits du Proche-Orient, n'est-il pas opportun, voire impératif, à la lumière de la crise sahélo-saharienne de recentrer l'attention sur un nouveau cadre de coopération au sein de la Méditerranée occidentale incluant les États de l'Europe méridionale, ceux de l'Afrique du Nord et du Sahel ?
- 2 Caractérisé par la conjugaison de plusieurs facteurs endogènes d'instabilité (États faillis, terrorisme, rébellion touarègue, trafics en tous genres, migration clandestine, pauvreté extrême de la population), le Sahel connaît un nouveau contexte géopolitique avec la montée en puissance des groupes terroristes. Ces derniers menacent l'intégrité territoriale de pays comme le Mali et projettent leurs actions criminelles (attentats, enlèvements d'étrangers, contrebande etc.) dans cet immense territoire désertique où les frontières interétatiques sont poreuses, voire virtuelles. Connaissant par ailleurs le champ de projection d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et ses cibles préférées, il ne fait aucun doute que les États occidentaux sont visés par cette organisation terroriste, au même titre que le pays du Sud.
- 3 En faisant face à ces défis communs transnationaux, Maghrébins et Européens gagneraient à s'engager dans une étroite coopération régionale dans l'espace saharo-sahélien qui, seule, permettrait de sauvegarder leurs intérêts, tout en aidant les pays de la bande à éviter le spectre de l'« afghanisation ». L'objet de cette étude est de voir dans quelle mesure le Sahel constitue une fenêtre d'opportunité pour rapprocher les points de vue des États maghrébins et européens en les incitant à travailler en synergie

dans la perspective de redynamiser les différents cadres du partenariat euro-maghrébin (Processus de Barcelone, PEV, UPM) dont l'ambition, faut-il le rappeler, est d'instaurer une zone de prospérité et de sécurité partagée en Méditerranée. Jusqu'où peut aller une coopération régionale nord-sud dans cette crise-test du Sahel ? Quels sont les problèmes qui entravent encore la normalisation des relations euro-maghrébines ? Comment redynamiser ces relations en y intégrant la nouvelle donne sahélienne ?

- 4 En nous inspirant des approches de la coopération, de l'interdépendance et de l'intégration régionale, nous émettons l'hypothèse selon laquelle les défis sécuritaires au Sahel peuvent être un élément fédérateur pour une coopération régionale euro-maghrébine exemplaire. Celle-ci pourrait même conduire, à terme, à la nécessité de créer un nouveau cadre de coopération intégrant les États subsahariens limitrophes du Maghreb.

Crise des rapports euro-méditerranéens et marginalisation du fait euro-maghrébin : pour une nouvelle grille de lecture

- 5 Les problèmes actuels affectant l'espace de la Méditerranée sont révélateurs d'une crise profonde de la politique méditerranéenne de l'Europe et de son rapport avec « son » sud. Ils interpellent à la fois les décideurs politiques et les scientifiques qui doivent réfléchir à la refonte de ces relations à l'aune des recompositions géopolitiques régionales et internationales. La grille de lecture consistant à percevoir la Méditerranée d'un point de vue strictement eurocentrique a atteint ses limites, ainsi que l'a montré le bilan décevant des multiples initiatives de coopération conçues et proposées par les Européens aux partenaires du Sud. Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée en passant par la Politique européenne de voisinage, que d'espoirs ont été déçus dans la rive sud malgré quelques acquis.
- 6 À l'évidence, on a sous-estimé le rôle crucial que tient aujourd'hui la question méditerranéenne dans le projet européen et occulté le fait maghrébin malgré sa spécificité dans le système relationnel euro-méditerranéen. La centralité de la question méditerranéenne devrait inciter l'Europe à ne pas céder à la tentation du repli identitaire et à assumer pleinement sa proximité, notamment humaine et culturelle, avec les sociétés d'outre-Méditerranée et notamment celles du Maghreb¹. Une « Europe sans rivages »², rêvée il y a plus d'un demi-siècle par François Perroux, engage l'ensemble de la région euro-méditerranéenne dans un cercle vertueux, où seraient assumées toutes les dimensions de la proximité entre les sociétés riveraines de *mare nostrum*, intégrant désormais le Maghreb et le Sahel.
- 7 La question de la Méditerranée occidentale est revenue à l'ordre du jour à la faveur des soubresauts que connaît la vaste région du Maghreb-Sahel depuis un peu plus d'une décennie. Les révoltes arabes ayant touché en particulier la Tunisie en 2011, la Libye en 2012, ainsi que la crise malienne en 2013 et le désordre qui s'en est suivi en Afrique subsaharienne ont mis en évidence les défaillances du système euro-méditerranéen dans la mesure où celui-ci n'a pas fonctionné comme espace de dialogue et de conciliation dans les crises ayant affecté ces sociétés et ne prévoyait pas de dispositif efficace d'aide économique et financière en direction des pauvres pays du Sahel.

- 8 Hormis la France qui a des liens particuliers avec ces pays, en tant qu'ancienne métropole, les autres membres de l'UE s'intéressent peu à cet espace désertique jusqu'à ce que l'insécurité sahélo-saharienne soit devenue un enjeu important pour l'Europe dans son ensemble. Du coup, le rattachement de cette région à l'espace géopolitique euro-méditerranéen est une perspective crédible, tout autant que l'est la nécessité de refonder le partenariat euro-maghrébin et le recentrage sur la Méditerranée occidentale. Au moment où l'on évoque l'effacement de l'UE comme acteur méditerranéen crédible, et où les chercheurs ont lancé un débat académique sur « le Maghreb avec ou sans l'Europe »³, n'est-il pas opportun, voire urgent, d'inscrire la refonte des rapports euro-maghrébins et d'une manière plus extensive celle des relations Europe-Maghreb-Sahel dans le « Nouvel agenda de recherches pour les *Mediterranean Studies* » ?

Le Maghreb et l'Europe face à la nouvelle donne géopolitique sahélienne

- 9 Les stratégies maghrébines et européennes intègrent désormais la donne sahélienne dans leurs stratégies méditerranéennes. Si, pour le Maghreb, le Sahel constitue sa profondeur méridionale naturelle, pour l'Europe elle en constitue une nouvelle ligne de frontière entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Mais, pour les deux rives, le Sahel avec ses frontières longues et poreuses est une source de danger et d'insécurité. Les enjeux euro-méditerranéens, qu'ils soient stratégiques, économiques ou sécuritaires trouvent ainsi leur prolongement naturel et historique dans l'espace sahélien.
- 10 Cet intérêt pour le Sahel n'a d'égal que les richesses qu'il recèle (uranium, pétrole, phosphates...) et les fenêtres d'opportunité qu'il offre en matière de stratégie internationale (lutte antiterroriste, concurrence avec les grandes puissances). Pour l'Europe, les pays maghrébins voisins de la frontière méridionale jouent un rôle clé sur le plan de ses approvisionnements énergétiques, de la gestion des flux migratoires et de la lutte contre le trafic illicite et le terrorisme, et, de ce fait, elle ne peut laisser ces phénomènes d'instabilité s'accroître et se propager dans toute la région. De plus,
- [...] le Sahel est une région aux caractéristiques uniques puisque l'Union européenne y est un chef de file crédible, doté de la meilleure capacité d'action et dont le rôle peut être décisif. En d'autres termes, le Sahel a absolument besoin d'une assistance extérieure et l'apport de cette assistance correspond aux intérêts stratégiques de l'Union⁴.
- 11 Après la partition du Soudan en juillet 2011, la déclaration d'indépendance unilatérale de l'Azawad (du nord Mali) par son mouvement national de libération (MNL) en avril 2012⁵, et la montée en puissance des groupes terroristes au Sahel, on peut dire que les risques de balkanisation et d'afghanisation de l'Afrique subsaharienne sont bien réels. Plusieurs organisations criminelles essaient la région. Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) né en septembre 2006 de la scission du GSPC algérien (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), Ansar Eddine (les partisans de la religion), un groupe rival du MNL mais proche d'Aqmi qui prône l'application stricte de la charia, et le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) issu de la scission d'Aqmi. À tous ces groupes, il faut ajouter les Shababs en Somalie et Boko Haram au Nigéria ainsi

que les multiples groupuscules armés qui sous-traitent au profit de la nébuleuse et qui rendent la situation aussi explosive qu'inextricable.

- 12 Ces groupes armés s'illustrent parfois par des actions terroristes spectaculaires comme l'attaque et la prise d'otages du complexe gazier d'In Amenas en Algérie le 17 janvier 2013. Cette prise d'otages et son dénouement sanglant ont confirmé, si besoin en était, l'internationalisation de la crise du Sahel tant par le caractère multinational des assaillants et des victimes que par les répercussions de celle-ci aux plans sahélo-saharien, maghrébin et européen. Elle a en outre révélé la menace sur le secteur énergétique algérien qui constitue la troisième source d'approvisionnement de l'Union européenne après la Russie et la Norvège⁶. Du coup, la menace terroriste plane sur les sites pétroliers ainsi que sur les gazoducs Maghreb-Europe qui profitent à l'Algérie et à la Libye en tant que pays producteurs, aux pays européens en tant que consommateurs, mais aussi au Maroc et à la Tunisie en tant que pays de passage (*royalties*).

Les pays du Maghreb en ordre dispersé face à la crise du Sahel

- 13 Alors que la crise du Sahel aurait pu constituer un élément fédérateur des États maghrébins ou à tout le moins une contrainte extérieure commune justifiant une plus grande concertation entre eux, elle a au contraire attisé les rivalités intermaghrébines et différé davantage la relance de la dynamique d'intégration régionale bloquée depuis 1994. C'est en rangs dispersés que les États du Maghreb ont développé leurs politiques sécuritaires nationales vis-à-vis du Sahel en dépit de quelques timides tentatives pour élaborer une stratégie commune et intégrée.
- 14 À l'égard de la question du Sahel en général et du Mali en particulier, l'Algérie et le Maroc se sont non seulement tourné le dos mais ont aussi pris des initiatives parallèles concurrentes. L'Algérie a toujours cherché à exercer une grande influence dans la région du Sahel. Dès l'éclatement de la rébellion touarègue dans les années 1990, elle a été à l'avant-garde de la création des mécanismes de coopération dans le Sahel. Mettant en branle sa machine diplomatique, elle fut l'artisane des accords de paix entre les rebelles du Niger, du Mali et les gouvernements respectifs (1995 et 2005). De même qu'elle fut à l'origine de la mise en place en 2010 du groupe des pays dits de « champ » (Algérie, Mauritanie, Mali et Niger), c'est-à-dire les principaux acteurs concernés par la situation dans le Sahel, lesquels ont pris des initiatives telles que la création du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT) en 2004 à Alger, du Comité d'État-major opérationnel conjoint (CÉMOC) à Tamanrasset en 2010 ainsi que de l'Unité de fusion et de liaison (UFL), une cellule de regroupement des renseignements basée à Alger. Et pour prévenir toute duplication inutile et contre-productive avec ces dispositifs de coopération, l'Algérie a souhaité que toutes les initiatives en direction du Sahel viennent en complément et non en substitution à cette démarche régionale. L'allusion est sans doute faite à la démarche française qui veut être autonome par rapport au cadre africain, nonobstant la concertation essentiellement bilatérale qui existe quelquefois entre Paris et les capitales du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne.
- 15 Le Maroc n'en est pas moins concerné dans la mesure où son éviction par l'Algérie du cadre de règlement de la crise du Sahel l'a poussé à chercher d'autres voies diplomatiques pour s'inviter en tant que partenaire incontournable dans l'équation

politico-sécuritaire de cette région. Ainsi, bien qu'il ne soit ni membre de la CÉDÉAO ni de l'Union africaine (UA)⁷, le Maroc participe aux travaux de la première tout en s'efforçant de compenser son isolement du cadre multilatéral continental par un activisme remarquable au niveau bilatéral et sous-régional. À cet égard, le royaume n'hésite pas à mettre à profit son statut avancé avec l'UE et ses rapports privilégiés avec certains de ses membres comme la France et l'Espagne pour se repositionner comme une véritable puissance régionale, contrepoids de l'Algérie. Le discours développé par Rabat consiste à valider la thèse selon laquelle l'UE et le Maroc sont confrontés aux mêmes menaces terroristes provenant du Sud, et que, par conséquent, ce pays est le plus indiqué pour être un interlocuteur fiable et efficace dans la région ainsi qu'un vecteur d'influence pour l'UE. Le périple effectué par le roi Mohamed VI en janvier 2014 en Afrique subsaharienne et l'instauration d'un partenariat stratégique avec les pays de cette zone participent de cette logique de concurrence et de leadership avec l'Algérie. Ainsi donc, le Maroc et l'Algérie semblent entretenir une rivalité ancienne qui se cristallise autour du leadership régional qu'ils se disputent⁸ depuis la guerre des sables en 1963 autour d'un contentieux territorial et qui a été exacerbé par le conflit du Sahara occidental depuis 1975.

- 16 La Tunisie et la Libye font face aux bouleversements de leurs ordres internes sous l'effet des révolutions populaires les ayant affectées depuis la fin de l'année 2010. De ce fait, elles sont beaucoup plus occupées à réussir leurs difficiles transitions démocratiques qu'à développer des politiques étrangères tenant compte des impératifs de sécurité et d'intégration régionale. Ces deux pays sont restés relativement discrets par rapport à la crise du Sahel et à l'intervention française au Mali. Tout au plus, ont-ils exprimé leur préoccupation par la situation prévalant au sein de cette région, condamné les agissements des groupes armés et affirmé leur soutien au gouvernement et au peuple du Mali. Mais point d'initiative régionale sérieuse hormis les déclarations d'intention des autorités de transition tunisiennes et libyennes en faveur d'une stratégie maghrébine pour le Sahel. Certes, il y a eu quelques tentatives de coordination des approches sécuritaires entre la Tunisie, la Libye et l'Algérie comme ce fut le cas lors de la réunion des chefs de gouvernements de ces pays à Ghadamès (Libye) le 11 janvier 2013, mais cette dernière s'est davantage focalisée sur la sécurité des régions frontalières occultant la stratégie maghrébine globale intégrant le Maroc et la Mauritanie.
- 17 La Mauritanie s'est imposée ces dernières années comme l'un des États les plus engagés dans la lutte antiterroriste au Sahel, intervenant même à plusieurs reprises sur le territoire malien. Pays du Maghreb et de l'Afrique de l'ouest avec une façade sur l'Atlantique, la Mauritanie est cernée au nord, par l'Algérie, le Maroc et le Sahara occidental, à l'est par le Mali et au sud par le Mali et le Sénégal. La frontière avec le Mali est désertique, inaccessible et longue de 2 237 kilomètres, une sorte de *no man's land* devenu un refuge des groupes criminels de tous bords menaçant la sécurité des pays de toute la zone maghrebo-sahélienne. C'est dire que cette position géographique charnière entre le Maghreb et l'Afrique noire au sud du Sahara confère aux Mauritaniens un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre de toute politique sécuritaire et de développement intéressant l'ensemble de la région. Mais l'engagement de la Mauritanie dans ce vaste *no man's land* s'avère extrêmement ardu en raison d'une série de facteurs inhérents à la faiblesse de l'armée, aux pressions internes et à l'insuffisance de la coopération régionale.

- 18 À la lumière de ce qui précède, on peut affirmer que la crise du Sahel n'a pas incité les États du Maghreb à développer une plus grande concertation régionale, et encore moins à relancer leur projet intégrationniste. Étant elle-même une onde de choc, voire une excroissance du « printemps arabe », et surtout du « printemps libyen », cette crise a au contraire ravivé les sentiments de repli sur soi et attisé les rivalités, ennemi numéro un de toute action collective. Tout au plus a-t-on assisté à une agitation politique des États maghrébins qui n'a enfanté que quelques réunions d'urgence et des structures *ad hoc* et éphémères. Pourtant, sur le plan théorique, le lien entre sécurité, coopération et intégration est établi de longue date par Barry Buzan⁹ : le caractère transnational des menaces sécuritaires devrait inciter les acteurs politiques (États, organisations internationales) sinon à une intégration régionale pérenne, du moins à une coopération et une coordination étroites.
- 19 Cette exigence apparaît comme une tendance lourde dans les relations internationales lorsqu'on observe les dynamiques d'intégration régionale qui se sont construites autour de la problématique sécuritaire.

L'Europe et la France au Sahel : des stratégies complémentaires ou rivales ?

- 20 Si les Maghrébins affrontent la crise du Sahel en ordre dispersé, nourrissant parfois des rivalités internes, les Européens le font-ils de manière solidaire et unifiée ? L'Union européenne n'a certes pas attendu la guerre au Mali pour s'occuper de la situation au Sahel, mais la stratégie qu'elle y a développée est-elle cohérente et complémentaire avec celle de la France, engagée militairement dans son pré carré ouest-africain, au Mali ? Quels rapports entretiennent l'UE et la France en particulier avec les acteurs maghrébins et sahéliens autour de cette question cruciale ?
- 21 Consciente que l'instabilité du Sahel finira par se propager aux pays voisins de l'Europe et au sein même de son territoire, l'UE a, dès mars 2011, élaboré une stratégie globale face à la crise dans cette région. Cette stratégie se veut cohérente et complémentaire avec les approches des autres acteurs régionaux et extrarégionaux¹⁰. Elle se base sur l'hypothèse selon laquelle sécurité et développement sont intimement liés et que la crise complexe qui frappe le Sahel nécessite une coopération régionale étroite. En réalité, l'UE s'est préoccupée depuis l'année 2000 de la détérioration de la situation politique, sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme dans la région du Sahel, mais les crises libyenne et malienne l'ont exacerbée. C'est néanmoins au cours de la présidence française de l'UE en 2008 que cette dernière a réellement commencé à se soucier de la situation chaotique prévalant dans cette région. Plus sensibles que leurs partenaires européens à l'égard du pré carré sahélien, les Français ont mis à profit leur passage à la tête de l'Union pour les sensibiliser sur l'urgence d'un véritable engagement communautaire dans le Sahel.
- 22 La stratégie européenne s'articule autour de quatre axes complémentaires touchant à des domaines aussi variés que la bonne gouvernance et le règlement des conflits internes, l'action politique et diplomatique, l'État de droit et la lutte contre l'extrémisme. Un budget de 167 millions d'euros a été mobilisé pour ces actions, qui est venu s'ajouter aux 660 millions affectés à la région au titre du 10^e Fonds européen de développement (2007-2013)¹¹. La détérioration de la situation sécuritaire dans le nord

du Mali, conjuguée à la crise alimentaire, a incité la Commission européenne à engager un montant supplémentaire de 172 millions d'euros au titre du budget qu'elle consacre à l'aide humanitaire¹².

- 23 L'UE se dit donc résolue à contribuer activement à un processus de transition pacifique et crédible au Mali et dans la région du Sahel en général, en étroite collaboration avec les acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Mais est-ce vraiment le cas ? Certes, l'action de l'UE pour le Sahel paraît en cohérence avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), en particulier les résolutions 2071 et 2085. Mais par rapport à l'action française au Mali, il y a comme un partage des rôles, le « *hard power* » étant laissé à la France alors que l'UE concentre son action, en tant que puissance douce, sur la diplomatie, l'aide humanitaire et le développement.
- 24 Du coup, les critiques françaises selon lesquelles l'UE n'a pas fait preuve de solidarité concrète avec Paris dans son intervention militaire au Mali sont à relativiser. L'UE était déjà présente au Sahel à travers le mécanisme « Facilité de paix pour l'Afrique »¹³. Elle n'est donc pas indifférente à ce qui s'y passe selon sa haute représentante pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton, qui a déclaré que « la France n'est pas seule » et qui a annoncé le 16 janvier 2013 la nomination d'un représentant spécial pour la région du Sahel. Ceux qui parlent de « solitude française au Mali »¹⁴ ne peuvent pas ignorer que la France est allée seule au Sahel et que l'Europe de la défense n'est pas encore une réalité pour intervenir collectivement autour de ce pays, alors que sur le terrain civil, l'UE est présente malgré les insuffisances.
- 25 Les difficultés de la mise en œuvre de la stratégie européenne au Sahel ne sauraient être dissociées de celles de la politique étrangère européenne en général. L'Europe peine en effet à avoir une politique étrangère forte et déterminée, faite de positions cohérentes et d'actions clairement définies. Certes, le traité d'Amsterdam de 1997 a prévu la création de « stratégies communes »¹⁵ destinées à doter l'Union d'une vision plus large ne se limitant pas à de simples réactions souvent tardives sur les dossiers internationaux, et en prévoyant la nomination d'un haut représentant pour la PESC¹⁶, pour garantir une cohésion d'action. Mais la crise du Mali et la réaction jugée mitigée de l'UE ont confirmé les limites de la cohérence globale de l'action européenne. Il faut toutefois admettre que depuis l'adoption de la stratégie pour le Sahel, plusieurs projets ont progressé à des rythmes différents dans les domaines cités précédemment¹⁷. À titre d'exemple, sur le plan sécuritaire, la mission EUTM Mali (European Union Training Mission)¹⁸ ainsi que celle d'EUCAP Niger (European Union Capacity Building Mission) ont été lancées dans le courant de l'année 2012¹⁹. En somme, la stratégie européenne au Sahel, malgré des résultats tangibles enregistrés dans certains domaines, souffre encore d'atermoiements et de lacunes. Celle de la France n'étant pas logée à une meilleure enseigne, quel est leur impact sur les rapports avec le Maghreb en général et l'Algérie en particulier ?

L'impact des stratégies de la France et de l'UE sur l'Algérie et le Maghreb

- 26 L'offensive militaire française au Mali, lancée le 11 janvier 2013, met à nu les véritables desseins stratégiques de ce pays dans la région du Sahel. Au-delà d'un certain discours prônant le désengagement de la France de son « pré carré » africain, la réalité est que l'hexagone cherche seulement à s'adapter aux mutations induites par l'après guerre

froide et la mondialisation. Sa responsabilité historique et ses intérêts géostratégiques actuels en Afrique du nord et subsaharienne font de la France un acteur singulier dans la région. Au fur et à mesure de la baisse de son influence en Afrique au profit de ses principaux concurrents que sont les États-Unis d'Amérique et surtout la Chine, la France veut reconquérir le terrain perdu ou à tout le moins conserver une position privilégiée dans les anciennes colonies. Si le président Nicolas Sarkozy en a fait une de ses priorités dès son accession au pouvoir en 2007, c'est François Hollande qui donna un sens plus concret à sa politique africaine.

- 27 La stratégie de la France dans l'ensemble maghrébo-sahélien nuit-elle aux intérêts de l'Algérie, et par extension à ceux des pays du Sud ? L'Algérie, on l'a vu, est la première sur le plan sécuritaire, avec le Mali, à pâtir de la prolifération des armes provoquée par le conflit libyen et la situation chaotique au Sahel. Sur le plan économique, les installations pétrolières dans le sud, véritable poumon de l'économie algérienne, sont plus que jamais menacées, ainsi que l'a montré la tragédie d'In Amenas. Sur le plan géostratégique, l'interventionnisme français bouscule les desseins de l'Algérie de faire figure de l'État-phare de la région. Même si, dans la lutte antiterroriste, Paris assure que « rien ne pourra se faire sans ni contre l'Algérie »²⁰, à Alger on estime que la France prend beaucoup de liberté dans son action, notamment dans la crise du Mali. En tout état de cause, la tournure prise par les événements au Sahel risque de cantonner l'Algérie dans une posture plutôt défensive limitant du coup ses ambitions régionales.
- 28 Cependant, sans préjuger de la justesse et de l'efficacité de la stratégie de va-t-en-guerre de la France, il est permis de se demander si les facteurs de la paix et de la sécurité régionale ont tous été explorés. Quoi qu'il en soit, l'un de ces facteurs, qui demeure toutefois virtuel, est incontestablement la constitution d'un tandem franco-algérien qui serait le moteur et le noyau de toute initiative régionale et internationale en direction du Sahel. La France, en tant qu'ancienne puissance coloniale et membre permanent du Conseil de sécurité, l'Algérie, en tant que pays aspirant à un statut de puissance régionale eu égard à ses atouts géographiques, économiques et diplomatiques, pourraient mettre en synergie leurs efforts pour le règlement de la crise multidimensionnelle du Sahel. Il ne faut pas perdre de vue qu'en dépit des divergences entre Alger et Paris sur le règlement de la crise malienne, une coopération militaro-sécuritaire a pris forme sur le terrain. Mais la question qui doit être résolue une fois pour toutes est celle-ci : la France acceptera-t-elle que l'Algérie puisse être son partenaire égal dans le cadre d'une approche coopérative intégrée au Sahel ? Dans l'autre sens, l'Algérie est-elle prête à approfondir sa coopération avec la France sans remuer un passé aux effets rédhibitoires ?
- 29 Face à la crise du Sahel, l'idéal aurait été que le Maghreb parle d'une seule voix avec l'Europe. Mais en l'absence d'un tel cadre régional, l'UE semble orienter sa stratégie vers les États du sud qui montrent une disponibilité à coopérer autour des questions de sécurité commune. Cherchant à soutenir toute initiative multilatérale crédible, l'UE ne manque pas d'établir aussi des accords bilatéraux de sécurité avec les pays du Maghreb et du Sahel. À cet égard, l'UE veut par exemple intégrer dans cette nouvelle approche la Mauritanie qui fait preuve d'un véritable engagement dans la lutte antiterroriste. Elle s'intéresse aussi au rôle que pourrait jouer le Maroc dans la sécurisation de la zone du Sahel. Bien que ce dernier n'ait pas de frontières directes avec la bande du Sahel, l'UE reconnaît en lui un allié de poids et une partie prenante, eu égard à sa proximité géographique, à son expertise dans le domaine et à ses liens historiques avec les pays

de la région. Mais l'UE est consciente que c'est l'Algérie qui possède la capacité, l'expertise et les moyens financiers nécessaires pour obtenir les meilleurs résultats en la matière. C'est la raison pour laquelle les Européens ont voulu se joindre au CÉMOC et à l'UFL, qui sont les principaux cadres de coordination multilatérale de lutte contre le terrorisme, créés à l'initiative de l'Algérie dans la région du Sahel. Mais selon Bruxelles, « les Algériens voulaient tout contrôler »²¹. En matière de sécurité, les Algériens semblent préférer la coopération bilatérale et diversifier leur partenariat avec des puissances telles que la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Face à la présence américaine au Sahel, repenser la coopération euro-maghrébine

- 30 En dépit des difficultés à asseoir une coopération sécuritaire régionale crédible et fiable, l'Europe et les pays du Maghreb doivent impérativement poursuivre leurs efforts dans ce sens. La communauté des défis multiformes pour les deux rives impose cette approche collective. D'abord les défis sécuritaires devraient à eux seuls constituer des facteurs de rapprochement des perceptions et des stratégies nationales de riposte. Maghrébins et Européens sont devant la nécessité de développer ensemble une stratégie de riposte collective et efficace face aux nouvelles menaces exacerbées par les conflits au Sahel. Ensuite, les défis économiques montrent à travers l'attaque terroriste d'In Aménas que les intérêts maghrébins et européens sont tellement imbriqués que seule une coopération régionale étroite peut les garantir. Enfin, au chapitre des défis culturels et humains qu'on a tendance à sous-estimer, la quête d'une approche commune et intégrée au Sahel est dictée par un certain nombre de données objectives inhérentes à la francophonie, la proximité humaine, l'Islam, la méditerranéité, etc. La coopération euro-maghrébine au Sahel s'avère donc être d'autant plus nécessaire qu'il y a au moins un autre acteur majeur dans la région qui veut avoir sa part dans les recompositions géopolitiques qui s'y déroulent.
- 31 Il s'agit des États-Unis qui, depuis un peu plus d'une décennie, s'intéressent davantage à cette région comme le dénote la multiplication d'initiatives de coopération impliquant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie²², mais aussi les pays du Sahel. Cet intérêt se cristallise autour de deux grandes priorités, la sécurité (lutte antiterroriste) et l'économie (pétrole). Pour les pays du Maghreb, il s'agit là d'une opportunité à saisir dans le contexte du blocage du processus d'intégration régionale et de l'espoir déçu du processus de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée. Malgré une certaine inquiétude de n'être que des pions sur l'échiquier américain à travers des schémas géopolitiques (Eisenstadt, Grand Moyen-Orient, Pan-Sahel Initiative, Transaharian Counterterrorism partnership, Africom) confectionnés à Washington, les États maghrébins ont tenté d'en tirer profit individuellement, favorisant même l'émergence de deux rivalités qui parfois interfèrent : une rivalité inter-maghrébine et une rivalité américano-européenne²³.
- 32 Celle-ci prend généralement la forme d'une concurrence économique et commerciale sachant que, dans le domaine sécuritaire, il y a une suprématie américaine incontestable et donc souvent une coopération transatlantique sous le parapluie de l'OTAN. Mais il s'avère, à l'épreuve du terrain, que le déploiement des États-Unis au Sahel à travers le TSCTP et Africom notamment n'a pas pu empêcher la situation de s'y détériorer, alors que ces initiatives sont, peu ou prou, coordonnées avec celles de leurs

alliés européens. On peut donc légitimement s'interroger sur l'efficacité de tels dispositifs de surveillance, de renseignement et d'intervention dans ces contrées désertiques. À l'évidence, les États-Unis ont paru hésitants face à la crise du Sahel, échaudés qu'ils sont par leurs engagements en Irak et en Afghanistan.

- 33 C'est donc tout naturellement que la France a retrouvé son pré carré africain, accomplissant, quasi seule, le travail qui devrait être partagé aussi bien par les partenaires européens qu'extra-européens. Mais au-delà de l'appel à l'aide adressé aussi bien à l'ONU qu'à l'UE, c'est presque une aubaine pour les Français que de pouvoir démontrer au monde qu'ils sont aussi capables d'assurer des missions relevant de la *hard security* en Afrique ou ailleurs. Ce faisant, la France ambitionne de passer du statut de moyenne puissance à celui de grande puissance. Cette ambition, c'est aussi le vœu de l'UE qui n'a eu de cesse d'œuvrer pour un pilier autonome de défense. Cependant, la présence américaine au Maghreb et au Sahel est appelée à se renforcer afin de s'adapter à la montée des périls dans cette région. Sans être nécessairement rivale de la présence française (et européenne), elle constitue néanmoins une limite à cette ambition. Ceci est d'autant plus vrai que la présence américaine est de moins en moins perçue comme une menace par les pays de cette région, comme en témoigne leur adhésion aux initiatives de coopération américaines, y compris le Dialogue méditerranéen de l'OTAN lancé en 1995. Opportunité ou menace, le déploiement des États-Unis en Afrique du nord et au Sahel devrait de toute façon inciter les Maghrébins et les Européens à plus de coopération entre eux et avec les Américains pour faire face aux menaces communes dans cet espace.

Conclusion

- 34 La crise du Sahel a révélé les limites des stratégies nationales de sécurité, voire même de certaines initiatives régionales déconnectées de la réalité. En fait, les rivalités tous azimuts ont beaucoup nui aux Maghrébins et aux Européens, les empêchant d'entretenir des rapports apaisés et approfondis. Elles ont même profité aux terroristes et aux forces rétrogrades dans la mesure où la faiblesse des États et de la coopération régionale les nourrit et les renforce. L'attaque terroriste contre le site gazier d'In Amenas, par son ampleur et ses répercussions, montre à quel point les intérêts des États européens, maghrébins et sahéliens sont imbriqués et qu'il est nécessaire d'élaborer d'une stratégie commune.
- 35 Mais si les Maghrébins sont partiellement responsables des approches sécuritaires parcellaires au Sahel, n'arrivant guère à se concerter face aux menaces et défis communs, les Européens ne sont pas en reste dans leurs rapports avec les premiers. À cet égard, l'ancien président de l'Assemblée nationale française, Philippe Seguin, avait reconnu il y a plus de vingt ans qu'« on a eu probablement tort d'aborder le partenariat euro-maghrébin dans une optique Nord-Sud. C'est-à-dire d'une manière ou d'une autre : le riche face au pauvre ; le dominateur potentiel face au dominé, le néo-colonialiste face à l'ex-colonisé, etc. ». Il préconisait qu'« il faut sortir de ce type d'approche et poser sur la table tous les problèmes concrets existants en Méditerranée »²⁴.
- 36 Cette analyse est plus que jamais vraie aujourd'hui, dans un contexte où la Méditerranée s'étend désormais jusqu'au Sahel qui demeure sous influence européenne par le truchement de la France. On a le sentiment que les initiatives nationales envers

le Sahel se bousculent sans se fondre dans une approche régionale concertée impliquant les différents acteurs concernés. L'Europe en général et la France en particulier continuent à percevoir leurs voisins maghrébins, non pas comme des partenaires égaux, mais comme des sous-traitants de la sécurité du vieux continent. Les cadres régionaux de coopération (PEV-UPM...), quant à eux, restent dominés par un bilatéralisme inapproprié pour affronter les défis transnationaux, d'autant que les États du Sahel n'y sont pas intégrés. C'est la raison pour laquelle l'Europe et le Maghreb gagneraient à inscrire leur coopération dans un nouveau cadre élargi à ces pays subsahariens.

- 37 À cet égard, la Méditerranée occidentale incluant la zone du Sahel pourrait être un cadre propice d'une coopération triangulaire Europe-Maghreb-Sahel. Cet espace a l'avantage de constituer un complexe de sécurité au sens où l'entendait Barry Buzan, c'est-à-dire comme « un groupe d'États dont les soucis primordiaux de sécurité sont suffisamment et si étroitement liés que la sécurité nationale d'aucun d'entre eux ne peut être réellement appréhendée séparément de celle des autres »²⁵. D'ailleurs, à l'appui de cette approche, on constate le dynamisme du groupe « 5+5 » Format défense, une initiative lancée en 1990 réunissant les cinq pays de l'Europe méridionale et leurs cinq partenaires du Maghreb. L'idée préconisée est d'élargir ce cadre aux pays du Sahel dans un nouveau format « 5+5+5 » incluant le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Tchad.
- 38 Il ne s'agit certes pas de mener un processus d'intégration approfondi dans ce vaste espace encore caractérisé par l'existence d'un fossé abyssal entre le Nord, le Sud et l'Extrême Sud, mais d'instaurer une coopération régionale renforcée et solidaire non seulement dans le domaine sécuritaire *stricto sensu* mais également dans les domaines économique, social et humain qui sont, du reste, fortement imbriqués. Au lieu de procéder à une externalisation de sa politique de sécurité à son voisinage maghrébin et sahélien, l'UE ne devrait-elle pas privilégier la construction de ce bloc Europe-Maghreb-Sahel pour mieux affronter les nouvelles menaces à la sécurité ainsi que les défis du développement dans cette zone ?
- 39 Le nouveau schéma de coopération ainsi conçu ne serait pas exclusif des autres cadres de coopération euro-maghrébins existants, qu'il convient soit de redynamiser soit de réformer pour une plus grande synergie. Cela peut paraître utopique mais c'est à coup sûr un chantier prometteur pour les *Mediterranean studies*. D'ailleurs, ne dit-on pas que « les utopies d'aujourd'hui sont souvent les réalités de demain dès lors qu'on se bat pour qu'il en soit ainsi » ?²⁶

NOTES

1. Sur cette question, lire Jean-Robert Henry, « La politique méditerranéenne de l'Europe à l'épreuve des dérives identitaires et nationales », *Annuaire IEMed de la Méditerranée* 2010, Barcelone, IEMed, 2010, p. 174-181.

2. François Perroux, *L'Europe sans rivage*, Paris, PUF, 1954.

3. Voir le dossier de *L'Année du Maghreb*, n° 9, 2013.
4. Parlement européen, *Direction générale des politiques extérieures de l'Union, Une stratégie cohérente de l'UE pour le Sahel*, EXPO/B/DEVE/FWC/2009-01/Lot5/23, mai 2012.
5. En novembre 2011, les troupes du MNLA, renforcées par les Touareg ayant combattu dans l'armée de Kadhafi, s'emparent du nord du Mali et de ses principales villes (Gao, Tombouctou, Kidal). Le 22 mars 2012, le président Amadou Toumani Touré est renversé par un putsch.
6. La production de gaz du complexe d'In Amenas « représente environ 9 milliards de m³/an, ce qui correspond à 12 % de la production algérienne de gaz, mais à 18 % des exportations de gaz du pays », selon Thierry Bros, analyste spécialiste du gaz à la Société générale. Voir *Le Monde* du 17 janvier 2013.
7. Le royaume du Maroc s'est retiré de l'organisation panafricaine en 1984 pour protester contre l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).
8. La Libye de l'ère Kadhafi était également impliquée dans cette course pour l'hégémonie régionale avant son effacement programmé en tant qu'acteur majeur dans la zone maghrébine et sahélienne : Mehdi Taje, « La réalité de la menace d'Aqmi à l'aune des révolutions démocratiques au Maghreb », *Géostratégiques*, n° 32, 3^e trimestre 2011, p. 285.
9. Barry Buzan, *People, State and Fear : An Agenda for international security studies in the post cold era*, Londres, Longman, 1991.
10. Service européen d'action extérieure, *Stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel*, http://www.eeas.europa.eu/delegations/mali/documents/strategie_sahelue_fr.pdf.
11. Conseil de l'UE, *L'Union européenne et le Sahel*, fiche d'information, Bruxelles, 14-03-2013, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/foraff/135138.pdf.
12. *Id.*
13. Depuis la création de la Facilité de soutien à la paix en Afrique (APF) en 2004, l'UE a alloué 740 millions d'euros à travers cet instrument, http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/regional-cooperation/peace/index_fr.htm.
14. Gilles Kepel, « L'intenable solitude française au Mali », *Le Monde*, 17 janvier 2013.
15. Les stratégies communes constituent la principale innovation apportée par le traité d'Amsterdam pour ce qui est de la prise de décision dans le domaine de la PESC. Elles sont prises à l'unanimité par le Conseil européen sur recommandation du Conseil des ministres dans les domaines où les États membres ont des intérêts communs importants. Elles précisent les objectifs, leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.
16. PESC : Politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne.
17. Parlement européen, *Direction générale des politiques extérieures de l'Union, Une stratégie cohérente de l'UE pour le Sahel*, *op. cit.*, p. 29-30.
18. EUTM Mali est une mission destinée à former l'armée malienne dans le cadre de la réorganisation de cette dernière. Estimée à 500 personnels militaires dont 200 formateurs, elle est dirigée par le général français François Lecointre. Les premières formations de EUTM Mali sont prévues pour la fin du mois de mars 2013 sur la base militaire de Koulikouro, à quelque 200 kilomètres de Bamako. <http://www.operationspaix.net/32583-details-actualite-mali.html>.
19. EUCAP SAHEL Niger est une mission qui entre dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), destinée à améliorer les capacités des forces de sécurité nigériennes (gendarmerie, police nationale et garde nationale), pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée de manière efficace et coordonnée, en vue de contribuer au renforcement de la stabilité politique, de la sécurité, de la gouvernance et de la cohésion sociale au Niger et dans la région du Sahel. <http://www.consilium.europa.eu/media>.
20. *El Watan*, 26 septembre 2012.
21. D'après le témoignage d'un haut responsable de l'UE, Bruxelles, mars 2012, cité dans l'étude du Parlement européen, « La stratégie... », *op. cit.*, p. 36.

22. Lire à ce sujet l'ouvrage collectif de Abdenour Benantar (dir.), *Les États-Unis et le Maghreb : regain d'intérêt ?*, Alger, CREAD, 2007.
23. Aomar Baghzouz, « La compétition transatlantique face à l'enjeu maghrébin », *L'année du Maghreb*, n° 2, 2005-2006, p. 585-607.
24. Entretien accordé au *Quotidien d'Oran*, 3 août 2003.
25. Barry Buzan, *People, State..., op. cit.*, p. 190.
26. Dominique Vidal, *Manière de voir*, Édition du *Monde diplomatique*, n° 49, janvier-février 2000, p. 97.

RÉSUMÉS

La question des rapports euro-maghrébins est revenue à l'ordre du jour à la faveur des soubresauts que connaît la vaste région du Maghreb-Sahel depuis un peu plus d'une décennie. Les révoltes arabes ayant touché en particulier la Tunisie en 2011, la Libye en 2012, ainsi que la crise malienne en 2013 et le désordre qui s'en est suivi en Afrique subsaharienne ont mis en évidence les défaillances du système euro-méditerranéen dans la mesure où celui-ci n'a pas fonctionné comme espace de dialogue et de conciliation dans ces crises. Du coup, le système euro-méditerranéen tel qu'il a été façonné depuis Barcelone en 1995, paraît aujourd'hui dépassé face aux enjeux régionaux. En partant de l'hypothèse selon laquelle les défis sécuritaires au Sahel peuvent être un élément fédérateur pour une coopération régionale euro-maghrébine exemplaire, cette étude cherche à expliquer comment on peut refonder ce partenariat en opérant un recentrage sur la Méditerranée occidentale et en intégrant la nouvelle donne sahélienne dans un schéma triangulaire « 5+5+5 ».

The question of the euro-maghrebian relations returned to the agenda consecutively to the sudden events which the vast area of the Maghreb-Sahel knows since a little more than one decade. The arab uprisings having touched Tunisia in 2011, Libya in 2012, as well as the malian crisis in 2013 and the disorder which has followed in sub-Saharan Africa, highlighted the failures of the euro-Mediterranean system. As a result, this system appears as exceeded today vis-a-vis the regional challenges. On the basis of the assumption according to which the security challenges in the Sahel can impulse the euro-maghreban cooperation, this study seeks to explain how one can refonder this partnership by operating a focus on the Western Mediterranean and by integrating the geopolitical Sahelian realities in a new framework « 5+5+5 ».

INDEX

Mots-clés : coopération, Europe, géopolitique, Maghreb, Méditerranée occidentale, Sahel, sécurité

Keywords : geopolitics, Europe, the Maghreb, the Sahel, security, co-operation, Western Mediterranean

AUTEUR

AOMAR BAGHZOUZ

Aomar Baghzouz est professeur en sciences politiques à l'université de Tizi Ouzou, et enseignant associé à l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI-Alger). Spécialiste des questions méditerranéennes et maghrébines, il est chercheur associé à l'IREMAM - Aix-en-Provence et est l'auteur de nombreuses publications parmi lesquelles : « Le rapprochement des dispositifs européen et maghrébin en matière sécuritaire et de gestion des flux migratoires : Coopération ou sous-traitance ? », *REMALD, Revue marocaine d'administration locale et de développement*, n° 81, 2012, p. 97-111 ; « L'Algérie et les révoltes arabes : ni exception, ni domino », *Outre-Terre, Revue française de géopolitique*, n° 29, octobre 2011 ; « Les relations algéro-françaises 2000-2010 : la quête d'une improbable refondation ? », *L'Année du Maghreb*, n° 6, 2010, p. 507-526. aomarbaghzouz@yahoo.fr